

La devise républicaine

L'imposture républicaine n'a pas de limites. Elle est tout entière contenue dans l'énoncé de sa propre devise. Conçue à partir de mots abstraits, lesquels, pris isolément, n'ont aucune signification objective ; prononcés ensembles, ils ne sont qu'une expression généralisante autant mystifiante qu'incantatoire ; elle est prononcée voire scandée pour son caractère rassurant et irénique. Mais dans les faits, ces mots ne peuvent avoir une réalité objective que s'ils sont utilisés dans un contexte sémantique leur donnant un sens concret et explicatif. Ci-dessous, j'en fais une analyse plus précise, montrant à quel point cette formule, malgré les apparences, est trompeuse et peut même fausser la réalité, ce qui est d'ailleurs le propre de toutes idéologies qui se respectent. Il ne peut donc s'agir que de la liberté de qui par rapport à qui et quoi ; de l'égalité entre qui et qui ; de la fraternité de qui avec qui ; autrement dit, cette devise peut se révéler dans le monde réel contradictoire et conflictuelle. Voyons au juste ce qu'il en est.

La liberté

En examinant ces principes dits immortels (devise maçonnique officielle commune à la République et au Grand Orient de France), on s'aperçoit qu'ils n'expriment pas des valeurs objectives à la base des peuples vigoureux, des nations fortes, vivaces, mais des concepts aléatoires ou réversibles auxquels on peut faire dire tout et son contraire, y compris les idées qui expriment le mieux l'idéologie falsificatrice.

Il existe en théorie deux façons d'aborder le principe de Liberté : au sens métaphysique et au sens relativiste. Au sens métaphysique, la liberté absolue n'existe pas ; ce qu'on appelle liberté n'est qu'une forme de rejet de l'ordre naturel auquel on n'accepte pas de se soumettre ou, si l'on veut, une révolte contre la création de Dieu, qui peut conduire à la transgression, puis aboutir à la schizophrénie voire au suicide. Au sens relativiste, la liberté est une perception purement psychologique par rapport à un interdit naturel donné que l'on transgresse ou non. Dans ce second cas, la liberté se subdivise de nouveau en deux significations possibles : la liberté d'irresponsabilité ou liberté transgressive, et la liberté de responsabilité ou liberté transcendante, celle-ci étant la seule liberté légitime socialement acceptable dans le groupe humain (voire l'importance de la notion de responsabilité dans le droit civil ou pénal).

La liberté est donc d'abord une notion purement psychologique intrinsèque à la nature humaine, en dehors de ses déterminismes physiologiques et sociétaux. Le sentiment de liberté n'est pas ressenti de la même façon chez un ouvrier parfaitement bien dans sa peau qui fait huit heures par jour pour le SMIC, que chez un riche héritier névrosé qui a tout, même le superflu, et ne se satisfait de rien ; de même il n'est pas ressenti pareillement chez une personne pour qui la vie ne doit être que jouissance et satisfaction de tous les plaisirs, tandis que pour d'autres elle n'a de sens que par l'accomplissement de soi, par l'assomption de son être individuel.

Il n'y a liberté que là où il y a responsabilité, c'est-à-dire prise en compte de la finalité de ses actes jusque dans leurs conséquences ultimes ; or pour beaucoup, la liberté c'est justement son contraire, l'absence de responsabilité, donc de contrainte, le refus de prendre en compte les conséquences de ses actes ou de ses propres comportements, et de se défaire de ses responsabilités pour les rejeter soit sur d'autres, soit sur la société.

L'absence de contrainte (contrainte morale = devoir ; contrainte sociale = obligation), c'est l'anarchie, le grand « n'importe quoi ». La liberté de l'individu responsable et la liberté de l'individu irresponsable sont donc deux mondes opposés, deux mondes antagonistes. Dans son aspect moral, la liberté, c'est aussi de choisir entre le Bien et le Mal (libre-arbitre) ; et la responsabilité, c'est de choisir le Bien (transcendance) contre le Mal (transgression) : toujours la même opposition irréductible entre l'individu responsable et l'individu irresponsable.

Pour certains, la liberté c'est agir délibérément selon son bon plaisir, si possible en nuisant à autrui — c'est encore mieux — puisque de toute façon le bien et le mal, la conscience morale, sont pour eux des notions abscones perçues comme contraintes s'opposant à leur liberté intime. Du coup, chacun est légitimé à donner sa définition de la liberté ; sa particularité, au plan relatif, est de n'avoir point de définition donc de limites. « Il est interdit d'interdire », clame le fameux slogan de Mai 68. Tout est permis. Même de confisquer la liberté. Quand une société n'a plus

de conscience morale, qu'est-ce qu'elle fait ? Elle fait des lois totalitaires et liberticides. Ce qui rejoint la pensée du grand écrivain russe Soljenitsyne qui savait de quoi il parlait en dénonçant le communisme soviétique. Ainsi en est-il de la liberté selon les républicains et Saint-Just : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté » ; autrement dit, pour les champions de la « tolérance » (encore un concept à géométrie variable !), pas de liberté pour ceux qui ne pensent pas ce que je pense Moi ; comme je n'admets pas qu'ils ne pensent pas ce que je pense Moi, ils doivent mourir ! Telle fut ce terrible mot d'ordre de 1793 sous la Révolution française : la Terreur est à l'ordre du jour !

Avec un tel mot d'ordre, cette funeste Révolution — mais existe-t-il une révolution qui ne soit pas funeste ? — a légitimé ses pires atrocités, puis a servi de modèle aux régimes totalitaires les plus féroces. Les irresponsables veulent la liberté pour ses avantages, mais refusent de prendre des risques et d'en assumer les conséquences. Pas de responsabilité, donc pas de culpabilité, ou responsable mais pas coupable. Le drogué, l'alcoolique sont libres de se droguer, de s'alcooliser, mais c'est à la société d'assumer les conséquences de leur état physique et mental ; le délinquant est libre d'agresser, violer, voler, tuer, mais c'est à la victime ou à ses proches d'assumer physiquement et moralement les conséquences de son acte.

Des formes déviantes de la liberté relèvent de l'irresponsabilité la plus totale, mais aussi d'un mépris absolu de la société et de tout ce qui n'est pas « Moi ». Chez les esprits faibles et les avachis du cortex, le mot « liberté » agit comme une drogue psychogène. Les socialo-communistes ont détourné le sens habituel de la liberté individuelle pour en dessaisir l'individu et l'aliéner à la collectivité ; celui-ci n'assume plus la responsabilité de sa vie, de son existence, c'est l'État qui le prend en charge et l'assume pour lui ; il perd sa liberté en même temps que sa dignité d'homme, d'être humain ; l'individu socialiste est donc par définition un être aliéné incapable de s'assumer à titre personnel ou le refusant : une sorte d'impuissance ontologique involutive ; dès lors que la collectivité le prend en charge, il devient irresponsable, c'est-à-dire le contraire de ce qu'il voudrait qu'il fût : un citoyen digne de ce nom.

L'égalité

D'abord poser que l'égalité est une donnée mathématique ; elle exprime une valeur quantitative et non qualitative ; 1 kg de carottes et 1 kg de chou sont peut-être égaux, mais ne sont pas équivalents et n'ont pas la même valeur qualitative pour celui qui, dans l'instant, choisit de manger du chou. De même beaucoup ne perçoivent pas ce qu'il y a de contradictoire entre les concepts de liberté et d'égalité. La liberté, c'est l'accomplissement de soi, alors que l'égalité, c'est le contraire : la négation de soi et la dilution de son être dans la masse indistincte et indifférenciée du nivellement totalitaire. La liberté implique le respect des hiérarchies naturelles, l'égalité les repousse et tend plus à rabaisser qu'à élever au sens de valoriser. De même, ils ne voient pas qu'égalité ne signifie pas nécessairement ce qui est juste. Pour Aristote, l'égalité est proportionnelle (égalité géométrique opposée à égalité mathématique).

De même faut-il distinguer ce qui est équitable de ce qui est égal ; l'équité est une vertu, tandis que l'égalité est un rapport mathématique dont l'application en politique peut vite se transformer en un égalitarisme niveleur oppressif qui arase, comprime, aplatit, tout ce qui dépasse socialement ; de même est-il important de discerner les effets néfastes de ce raboutage égalitaire qui stérilise les imaginations, dissipe les énergies individuelles dans un confusionnisme involutif, et, pour finir, entraîne l'humanité dans la spirale de sa déchéance.

D'autres confondent égalité et justice. Ce qui est égal n'est pas nécessairement juste, et ce qui est juste n'est pas nécessairement égal. Un cadre touchera un salaire supérieur à celui d'un manoeuvre en proportion de son niveau de responsabilités ; et pourtant les salaires ne sont pas égaux, mais ils sont justes, car proportionnels aux différents degrés de compétence et de responsabilité ; c'est pourquoi les concepts d'égalité, en termes de justice, d'administration ou de politique, sont sujets à caution ; ils suscitent parfois des situations équivoques, souvent contradictoires. L'égalité mathématique n'est qu'un degré intermédiaire dans l'échelle de la justice, laquelle désigne des rapports de proportion fondés sur la logique des valeurs.

De fait, il n'y a pas d'égalité structurelle ; il ne peut y avoir qu'une égalité conjoncturelle dans un univers disparate qui n'est fait que de hiérarchies naturelles ascendantes et descendantes. L'égalité vraie est aussi l'égalité par le mérite ou la compétence, voire la vertu, par opposition à une égalité de principe non méritée qui peut être usurpée. Mais là encore, les idéologues de gauche — les faiseurs de l'égalitarisme gauchiste —, ont trituré le concept pour lui faire dire ce qu'il ne dit pas. Pour la masse, pour le commun, la notion d'égalité se réduit à un simple partage mathématique ou quantitatif, indépendamment de la valeur intrinsèque de chacun. L'égalitarisme social est en somme une forme de nivellement par la médiocrité qui ramène l'homme au degré le plus bas de sa dimension humaine ; la hiérarchie des valeurs qui détermine et différencie ce qui est le Bien du mal Mal est nécessairement élitiste ; l'égalité républicaine est de fait le nivellement, l'écrasement civilisationnel, imposé vers le bas par le haut ; c'est l'irresponsabilité promue valeur de référence suprême à toute forme de réalité sociale. Tout ce qui est élevé doit être ravalé à la hauteur de ceux qui n'ont pas la capacité à s'élever... et n'y pensent même pas ! Comme il n'est pas possible de hisser ceux qui ont vocation à rester en bas, rabaissons tout ce qui est élevé pour le ramener à leur niveau et appelons cela l'égalité ; mélangeons tout ce qui est différent afin de ne pas distinguer le meilleur du pire, le beau du laid, le juste de l'injuste, le fort du faible, le blanc du noir, le tien du mien, le moi du toi...

Mélangeons tout dans une sorte de syncrétisme universel laïque qui ne distingue plus rien de rien ; entretenons l'individu dans un halo d'euphorie irénique, de joie extatique, qui lui fasse oublier jusqu'à son nom, jusqu'à la conscience de soi ; si ce n'est possible, éliminons tout ce qui n'est pas réduit aux normes égalitaristes ; éradiquons ce qui est inaccessible, qui est au-dessus du lot, qui exprime le beau, le bien, le juste, le vrai, le grand, le noble, le fort, le valeureux... Le même moule, la même matrice réductrice pour tous. Telle est la conception de l'égalitarisme involutif selon les utopistes et les théoriciens socialistes. Notons que théoriciens et politiciens, se réclamant de l'égalitarisme, se placent volontiers eux-mêmes au-dessus du lot : ils sont un peu moins égaux que les autres ; l'égalité formelle ou égalitarisme, c'est bon pour les chiens dressés en meutes, pas pour les maîtres.

Dans ses conséquences, l'égalitarisme balaye d'un coup des notions interpersonnelles aussi fondamentales que le principe d'autorité, la subordination hiérarchique, la sélection par la qualification, la compétence, le mérite, le génie !, le sens des responsabilités, le bien, le devoir ; il annihile des modes opératoires de la connaissance comme le pouvoir de discriminer qui est le pouvoir de choisir, de sélectionner, donc de décider, de trancher selon son libre arbitre au sein de réalités multiples ; l'égalitarisme n'est pas un vain slogan politique : il agit comme un rouleau compresseur qui aurait pour effet de laminer autant les esprits que les structures fondamentales de la société.

En pratique, l'égalité signifie la médiocrité et la désolation pour tous ; elle brouille les repères, les valeurs de référence, et ramène tout au plus petit dénominateur commun : le social et l'assistanat. Elle étouffe les imaginations créatrices, les personnalités naissantes, et fait la part belle aux médiocres, aux pleutres, aux esprits veules et serviles, en raison même qu'ils sont des êtres négatifs. Nous pouvons le constater très concrètement au sein de l'école publique : cette conception de l'égalité, traduite dans les faits, se révèle un immense champ de ruines.

Quant au mythe de « l'égalité des chances », expression ambiguë à souhait, voilà bien encore un de ces sophismes calamiteux, typique de la phraséologie républicaine. L'égalité des chances, cela revient concrètement à mettre en situation de compétition des gens n'ayant aucune chance de réussir, avec d'autres doués des qualités requises et ayant toutes les chances de leur côté. Un peu comme si un cul-de-jatte s'alignait avec un sprinter ; le paradoxe ne réside pas tant dans le fait qu'ils soient sur la même ligne de départ — ce qui, en soi, est déjà anormal —, mais dans le fait qu'ils doivent arriver en même temps sur la ligne d'arrivée. Sinon, quel est l'intérêt de les aligner quand on sait que la compétition est perdue d'avance pour celui qui est handicapé ou défavorisé ? Comment faire comprendre à ces générations de pédagogues déséquilibrés et mentalement ineptes qui nous gouvernent que l'égalité des chances n'est rien, et que la volonté de l'individu est tout ? On voit à quel genre de confusion mentale nous entraîne la schizophrénie progressiste.

Autre mythe progressiste qui a la vie dure : « l'égalité devant la loi »... Que signifie l'égalité devant ou par la loi si la loi est injuste ? Que signifie cette égalité si la loi ménage des avantages particuliers ou des privilèges pour certains et les refuse à d'autres ? N'est-ce pas un « socialiste » bien trempé, François Mitterrand, qui dénonçait la *force injuste de la loi* dont il n'a cessé lui-même d'abuser, une fois élu à la présidence de la République ?

Rien n'est égal dans la nature, tout est grandeur et proportion ; l'inégalité et la sélectivité discriminatoires par lesquelles on distingue les meilleurs sont à la fois les principes d'action et de régulation de la vie ; la nature obéit au principe aristocratique, c'est à dire à l'ordre hiérarchique naturel que commande l'excellence sans laquelle elle ne pourrait exister ; et l'excellence se distingue par la valeur et le mérite. Seuls le néant et la mort sont égalité. Enfin je trouve scandaleuse cette prétention typiquement républicaine de vouloir imposer l'égalité par la loi, dont l'objectif est de pénaliser les meilleurs à seule afin d'assurer la promotion des individus les plus serviles, les plus médiocres, peut-être aussi les plus lâches.

La fraternité

Avec la fraternité, nous versons dans l'allocentrisme le plus extravagant, dans la religion de « l'Autre », de « l'Autrui », perçu comme substitut au mystère de la Foi et au Dieu de l'Au-delà. Tout comme la liberté et l'égalité, la fraternité est un concept abstrait, une formule incantatoire destinée plus à satisfaire la conscience qu'à être vécue concrètement.

Ajoutée au diptyque maçonnique liberté-égalité, l'idée de fraternité est apparue plus tardivement à la Révolution, comme pour enjoliver l'utopie et frapper les esprits simples, friands d'images fraternelles, de celles montrant les humains donnant dans l'embrassade universelle et dansant la ronde autour du monde en se tenant par la main : l'amour crétinisant des néo-chrétiens marxisants ; altruisme niais de pacotille pour humanisme d'histrion, mis en musique par les frères Trois-Points. Tous égaux, donc tous frères : c'est ce genre de cliché abstrait décrétant la fraternité égalitaire « obligatoire » qui nous a valu du même coup les massacres de la Révolution française.

On sait que l'altruisme est une façon hypocrite de libérer sa conscience quand justement on n'a pas la conscience tranquille (sentiment de culpabilité honteuse) ; en réalité, on s'aime soi-même à travers le prochain ; d'autres aiment leur prochain pour mieux le circonvenir ; bien souvent, le fraternalisme utopiste ou gauchiste est tout le contraire de la fraternité au sens vrai : on aime l'Autre, être fictif indéterminé (en général un étranger pauvre, inculte, baragouinant un français approximatif sur lequel on exerce plus facilement son ascendant), en proportion de la haine qu'on porte à ses propres frères de race et à ses compatriotes.

En fait, sans le savoir, ils n'aiment personne qu'eux-mêmes ; l'Autre n'est qu'un alibi de conscience, la projection d'un égocentrisme maladif dans la personne d'autrui, un autrui de préférence en situation d'infériorité sociale pour se donner le beau rôle de frère généreux : « Nous sommes tous frères humains ». C'est la fausse fraternité, la fraternité hypocrite, la « fraternité » humanisticole de type républicain que l'on retrouve tant chez les communistes (les camarades) que chez les catholiques progressistes ou les protestants, fausse fraternité typique également de certains milieux de la bourgeoisie libérale-libertaire ; le summum est atteint quand ce prétendu amour d'autrui n'est plus qu'un masque trompeur grimé en haine de soi. La vraie fraternité n'est pas un standard social ; elle ne se décrète pas ; elle ne se décide pas ; elle ne s'impose pas ; elle est la résultante spontanée de rapports humains établis entre individus ayant des affinités particulières, partageant des valeurs communes ; elle ne saurait être un objectif en soi ni un mot d'ordre, pas même un mode de vie. Elle exige le respect et la considération. Je ne crois pas à l'humanisme comme valeur universelle, surtout l'humanisme dévot et bêtifiant des bigots du progressisme. Humanisme est devenu synonyme de communisme ; quand on n'ose plus se proclamer communiste aujourd'hui, on s'affirme « humaniste » ; grattez sous l'humaniste, et vous trouverez le communiste ou le pharisien qui se donne bonne conscience à peu de frais. Il n'y a pas de fraternité obligatoire, sinon à être complice ou affidé.

Il existe des fraternités de rapprochement, d'entente, d'entraide, de communauté, comme la fraternité des armes, la fraternité religieuse, la fraternité de destin ou d'origine (fraternité de

sang) ; mais cette fraternité est proportionnelle aux choses dures, aux moments forts, exceptionnels, que l'on aura vécus ensemble ; elle repose sur des valeurs, des buts communs, des identités partagées ; elle suppose l'estime réciproque, sincère, des affinités que soude parfois l'épreuve. Pas plus que d'humanisme, il ne saurait exister de fraternité universelle qui ne soit autre chose qu'une forme de l'égalitarisme rouleau compresseur réalisée sur le plus petit dénominateur commun. Au-dessus de la fraternité se trouvent la charité et l'amour chrétiens, mais on entre ici dans le domaine spirituel de la transcendance. Tout comme pour l'égalité, je ne saurais me laisser imposer la fraternité à n'importe quelle condition, avec n'importe qui — surtout une fraternité superficielle imposée par l'État : le trop fameux « vivre ensemble » ou une fraternité scélérate imposée par les décadents parasites et corrompus de la République qui représentent le contraire de la vraie solidarité, et tout ce qui humainement est révoltant. Quant à la solidarité envers autrui, qu'elle soit individuelle, familiale, nationale ou internationale, elle ne ressortit non de la fraternité en soi, ni d'un quelconque pseudo-humanisme, mais du devoir.

*

Pour terminer, trois exemples significatifs démontrant, sous la Révolution française, l'inanité de cette devise républicaine quand la réalité des faits la contredit ; ce n'est que quelques exemples parmi d'autres, rapidement évoqués : il y aurait de quoi noircir des pages !

La liberté ? Pendant qu'ils démolissaient la Bastille, symbole de la tyrannie, prison quasiment vide, les révolutionnaires créèrent une quarantaine de prisons en plus de celles existant dans Paris, sans oublier les geôles des sections ; ils y enfermèrent environ 20 000 personnes, d'où il fut tiré trois à quatre mille prisonniers envoyés à la guillotine dont trois cents femmes (On ne tue pas les femmes ! Si !).

L'égalité ? Pendant qu'ils ruinaient la France et affamaient le peuple français par leurs désastreuses décisions économiques, les chefs politiques n'hésitaient pas à s'emparer des biens publics ou privés et plaçaient leurs familles, et/ou menaient grand train avec leurs maîtresses.

La fraternité ? Pensons aux dégâts que pouvaient faire chez les particuliers la loi des suspects et les visites domiciliaires contre ceux qu'on traitait d'« ennemis de la nation », parce qu'ils ne partageaient pas, voire rejetaient les idées révolutionnaires ; on dirait aujourd'hui qu'ils n'étaient pas « politiquement corrects ».

Ne parlons même pas de toutes les destructions, déprédations, agressions, vols, viols voire assassinats de routine commis durant les 18 à 22 mois que dura la dictature jacobine ; sans compter les jours d'angoisse et de frayeurs que vécurent les Français durant cette sinistre période.
